

Forum fédéral- provincial-territorial sur la condition féminine

Échange de connaissances sur la violence
sexuelle

Rapport sommaire

Le 17 juin 2015
Winnipeg (Manitoba)

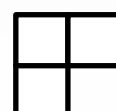


Table des matières

Aperçu	1
Résumé des présentations (dans l'ordre de leur prestation)	2
Discours principal – La dimension politique du viol, Jane Doe	2
Panel 1 : Le signalement et la divulgation des violences sexuelles	3
Lise Gotell.....	3
Roxanne Paquette.....	3
Tracy Porteous	4
Renée-Claude Carrier.....	4
Panel 2 : Points de vue d'un éventail d'intervenantes et d'intervenants engagés dans la lutte contre la violence.....	4
Farrah Khan.....	5
Bonnie Brayton	5
Ian Neufeld La Rue	5
Kit Wilson-Yang.....	5
Discours thème : Comprendre la violence faite aux femmes et aux filles autochtones à la lumière d'une analyse postcoloniale et d'un récit personnel.....	6
Panel 3 : Perspectives sur la violence sexuelle et les jeunes	6
Cherry Smiley	7
Julie Lalonde.....	7
Gaye Warthe	7
Jill Green.....	7
Bilan	8



Aperçu

Le mercredi 17 juin 2015, le Forum fédéral-provincial-territorial sur la condition féminine a tenu un Échange de connaissances sur la violence sexuelle à Winnipeg (Manitoba). Quelque 160 personnes y ont participé et le tout était webdiffusé. La journée a réuni des panélistes provenant des quatre coins du pays et représentant une pluralité des points de vue — monde universitaire, milieu communautaire, prestataires de services et jeunes militantes.

Avec ses deux conférencières d'honneur et ses trois panels, la journée se voulait un moyen d'attirer l'attention sur :

- le contexte dans lequel se produit la violence sexuelle et ses liens avec les problèmes plus globaux de violence faite aux femmes et aux filles et d'inégalité entre les sexes (y compris la violence faite aux femmes et aux filles autochtones);
- la réponse des institutions à la violence sexuelle (et ses lacunes);
- les défis entourant le signalement et la divulgation des violences sexuelles;
- les points de vue d'un éventail d'intervenantes et d'intervenants engagés dans la lutte contre la violence (milieux émigrés, femmes en situation de handicap, femmes transgenres et personnes travaillant à mobiliser les hommes et les garçons);
- diverses perspectives concernant la violence sexuelle chez les jeunes.

La journée s'est ouverte et s'est close par une prière de Leslie Spillett, directrice générale d'un organisme autochtone de Winnipeg. El Jones, alors poète officiel de Halifax, y est allé d'une puissante prestation témoignant du vécu des femmes victimes de violence sexuelle. Cela a permis non seulement d'ancrer l'échange de connaissances dans la réalité quotidienne des femmes et des filles, mais également de mettre en perspective les effets de la violence sexuelle sur les communautés et de souligner l'urgence des discussions.

Parmi les thèmes principaux à dégager de la journée, mentionnons l'importance de considérer l'intersectionnalité, notamment de tenir compte des effets conjugués du colonialisme, du racisme et du sexisme pour comprendre la violence faite aux femmes et aux filles autochtones. L'on convenait largement de la nécessité de redresser la situation des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées, qualifiée de crise. On a aussi souligné que la violence sexuelle se répercute sur l'ensemble des Canadiennes et touche tous les groupes d'âge. Il a été question de l'expérience de communautés diverses et du danger d'uniformiser le discours entourant la violence sexuelle; car, en uniformisant, on nie la complexité du problème et on





Forum fédéral-provincial-territorial sur la condition féminine

réduit à l'impuissance les femmes et les filles touchées. Des participantes ont fait valoir l'importance du langage pour rendre visible la nature genrée des crimes de violence sexuelle. Il a également été question de la sous-déclaration de la violence sexuelle (crime le plus sous-déclaré), y compris des obstacles institutionnels et culturels à son signalement.

Il règne une culture banalisant le viol, a-t-on mentionné en citant en exemple des cas largement médiatisés : l'arrestation de Jian Ghomeshi et la déclaration du général Tom Lawson, qui a déclaré que les hommes étaient « biologiquement programmés » pour le harcèlement sexuel et le viol alors qu'il était chef d'état-major de la Défense. Des participantes ont fait écho aux paroles de Tracy Porteous, de l'Ending Violence Association of British Columbia (EVA BC), selon qui « il est temps d'agir maintenant » pour mettre fin à la violence sexuelle et changer la culture ambiante.

Résumé des présentations (dans l'ordre de leur prestation)

Discours principal – La dimension politique du viol, Jane Doe

« Jane Doe » [Madame Unetelle] était la plaignante dans l'affaire Jane Doe contre la police de Toronto, il y a près de 30 ans. Durant sa présentation, elle a abordé la question des agressions sexuelles dans une optique culturelle et anthropologique, s'attaquant également au sexisme et au racisme inhérents aux pratiques d'enquête sur les crimes visant des femmes. Elle a dénoncé le mythe du viol sans violence et soutenu que les femmes, pour être bien défendues, doivent se présenter devant les tribunaux avec leur propre avocate ou avocat. Si nous voulons encourager les femmes qui ont été violées à se manifester, nous devons veiller à ce qu'elles puissent le faire dans un environnement sécuritaire, réceptif et accessible, qui leur assure dignité, respect et justice. Jane Doe a critiqué les avertissements publics qui sont couramment lancés lorsqu'on sait qu'un prédateur sexuel est actif, parce qu'ils font généralement porter aux jeunes femmes elles-mêmes la responsabilité de se protéger contre le viol. Selon elle, c'est seulement quand les non-voleurs (c'est-à-dire la majorité des hommes) prendront activement part à la transformation de la société et que celle-ci rejettera les masculinités dominatrices, propices à la violence sexuelle, que la violence sexuelle reculera vraiment.





Forum fédéral-provincial-territorial sur la condition féminine

Panel 1 : Le signalement et la divulgation des violences sexuelles

Le premier panel réunissait : **Lise Gotell**, professeure, études des femmes et du genre, Université de l'Alberta; **Roxanne Paquette**, coordonnatrice, programme provincial d'infirmières-examinatrices préposées aux victimes d'agression sexuelle, Moncton (Nouveau-Brunswick); **Tracy Porteous**, directrice générale, EVA BC; et **Renée-Claude Carrier**, directrice adjointe, Yukon Women's Transition Home Society, Kaushee's Place.



Lise Gotell a discuté de l'éducation au consentement et de ses limites comme moyen de prévenir les agressions sexuelles, faisant remarquer qu'elle a le potentiel d'améliorer l'expérience vécue par celles et ceux qui signalent une agression et, par conséquent, d'augmenter le nombre de signalements. Les agressions sexuelles, soutenait-elle, ne découlent pas tant d'un problème de communication que d'un refus d'arrêter les avances à caractère sexuel devant l'absence de consentement. Des notions de pouvoir et de droit sont à la source de ce refus, a déclaré M^{me} Gotell, notant toutefois que l'éducation au consentement pourrait aider davantage de victimes à reconnaître qu'elles ont été agressées. M^{me} Gotell soutenait également que le fait de concentrer les efforts de sensibilisation sur la police pourrait réduire l'attrition des affaires pénales.

Roxanne Paquette a décrit le programme provincial d'infirmières-examinatrices préposées aux victimes d'agression sexuelle (aussi connu sous l'acronyme anglais SANE — c'est-à-dire *Sexual Assault Nurse Examiner*), qui forme les infirmières pour qu'elles interviennent auprès des victimes d'agression sexuelle en suivant un protocole de soins établi, qui aide ces dernières à conserver leur sentiment de pouvoir et de maîtrise d'elles-mêmes. Ce programme soutient les victimes par des soins uniformes, attentionnés et ininterrompus tout en travaillant en partenariat avec le milieu (p. ex. : la Gendarmerie royale du Canada, l'appareil judiciaire et les services aux victimes) afin d'aider à prévenir les agressions sexuelles et la violence conjugale. M^{me} Paquette a donné un aperçu des avantages du programme et décrit les plans en vue de l'étendre à l'ensemble des services de santé dans sa province natale du Nouveau-Brunswick.





Forum fédéral-provincial-territorial sur la condition féminine

Tracy Porteous a lancé un appel à l'action, déclarant qu'il « est temps maintenant » de mettre fin à la violence sexuelle, brossant un tableau général de la situation actuelle et soulignant la nécessité de mieux comprendre le caractère prédateur et répétitif des agressions sexuelles, de même que leurs effets traumatisants. Elle soutenait que la société n'a pas encore pleinement saisi les dimensions on ne peut plus déshumanisantes et humiliantes des agressions sexuelles, conséquence des faibles taux de signalement. Elle a parlé du programme *Third Party Reporting of Sexual Assault* d'EVA BC, qui permet aux organismes locaux de signaler des agressions à la police au nom des victimes. Elle a conclu en insistant sur l'importance d'enseigner à l'ensemble de la population ce qu'est une saine sexualité et en exprimant son respect pour qui milite à faire avancer ce dossier depuis 40 ans.

Renée-Claude Carrier s'est concentrée sur le signalement par des tiers, un moyen qu'utilise le Yukon depuis 2014 et qui revêt une importance particulière dans le contexte du Nord, où les taux de violence envers les femmes sont trois ou quatre fois plus élevés que la moyenne nationale, et ce, pour tous les crimes qui comportent de la violence envers des femmes. M^{me} Carrier a expliqué le fonctionnement du signalement par des tiers et décrit les efforts afin de protéger les renseignements qui pourraient servir à identifier les victimes. Elle a également parlé du langage basé sur les réponses qu'utilise le personnel et expliqué en quoi il accentue la dynamique du pouvoir inhérente à la violence sexuelle en faisant référence, par exemple, au « contact bouche à bouche » plutôt qu'au fait d'« embrasser ».

Panel 2 : Points de vue d'un éventail d'intervenantes et d'intervenants engagés dans la lutte contre la violence

Le deuxième panel réunissait : **Farrah Khan**, alors conseillère et agente de revendication, Barbra Schlifer Clinic, Toronto; **Bonnie Brayton**, directrice nationale, Réseau d'action des femmes handicapées du Canada, Montréal; **Ian Neufeld La Rue**, éducateur en santé des jeunes, Teen Talk, Winnipeg; et **Kit Wilson-Yang**, intervenante auprès des jeunes, Toronto.





Forum fédéral-provincial-territorial sur la condition féminine

Farrah Khan a renseigné l'auditoire sur la Barbra Schlifer Clinic et le programme *Outburst!*, dont l'objectif est d'aider les jeunes musulmanes à constituer des réseaux communautaires et à trouver des solutions à la violence. Les médias s'étant récemment intéressés à la violence commise soi-disant au nom de l'honneur, les participantes d'*Outburst!* ont profité de l'occasion pour réfléchir aux dangers de ne raconter qu'une version des choses et s'est demandé qui détient le pouvoir d'imposer sa version des faits. M^{me} Khan a qualifié le mariage forcé de forme de violence sexuelle et parlé des interactions entre la notion d'honneur et la culture du viol. Elle a conclu en parlant des répercussions de l'islamophobie sur la façon dont les musulmanes vivent l'accès aux services.

Bonnie Brayton a traité des taux élevés de violence faite aux femmes sourdes et aux femmes en situation de handicap, notamment sur le désintérêt pour cette réalité dans les politiques. Elle a souligné le fait que des femmes se retrouvent en situation de handicap à cause des violences qu'elles ont vécues et que le capacitisme¹ est aussi une forme de violence contre les femmes. M^{me} Brayton a également fait un survol de l'initiative *Notre droit d'être en sécurité* du Réseau d'action des femmes handicapées, qui a permis de recenser les lacunes dans les services de soutien aux femmes sourdes ou en situation de handicap.

Ian Neufeld La Rue a décrit son travail chez *Teen Talk*, qui intervient auprès des jeunes en misant sur la prévention, l'éducation et la réduction des dommages. Le programme permet à des groupes d'adolescents de 15 et 16 ans de parler de masculinité, de pornographie et de consentement, leur offrant un espace où remettre en question les stéréotypes masculins et développer leur propre conception de la masculinité.

Kit Wilson-Yang a évoqué sa propre expérience de femme transgenre et de travailleuse de proximité. Elle a parlé de la réticence des femmes transgenres à signaler la violence sexuelle, car elles se méfient des milieux policiers ainsi que des professionnelles et professionnels de la santé, qui les excluent traditionnellement de leurs services. Elle expliquait que la violence faite aux femmes transsexuelles est mal documentée parce que les données recueillies ne reflètent pas nécessairement l'identité genrée. Elle a parlé de la discrimination à l'endroit des femmes transsexuelles et de la vulnérabilité sociale qu'elle leur fait vivre (pas de logement ou d'emploi stable, etc.). M^{me} Wilson-Yang a également soulevé la question du projet de loi C-36, la *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation*, soutenant que de telles lois marginalisent les femmes transsexuelles et augmentent leur vulnérabilité à la violence. Elle a conclu en encourageant les prestataires de services qui n'interviennent pas activement auprès des femmes transsexuelles à trouver des moyens d'aller au-devant d'elles.

¹ Discrimination fondée sur la capacité physique.





Forum fédéral-provincial-territorial sur la condition féminine

Discours thème : Comprendre la violence faite aux femmes et aux filles autochtones à la lumière d'une analyse postcoloniale et d'un récit personnel



Nahanni Fontaine, alors conseillère spéciale auprès du Manitoba concernant les femmes autochtones, a évoqué le passé colonialiste du Canada et son rôle dans la violence faite aux femmes et aux filles autochtones aujourd'hui. Elle a décrit la colonisation du territoire comme un processus parallèle à la colonisation, à la marginalisation et à l'oppression corporelle, identitaire et spirituelle des femmes et des filles autochtones. Stratégique et méthodique, cette seconde colonisation est allée jusqu'à une violence éhontée contre leurs corps et leurs âmes. M^{me} Fontaine a également parlé de son propre vécu violent et donné son opinion sur la colonisation et ses répercussions. L'on s'intéresse de plus en plus à la violence faite aux femmes et aux filles autochtones, a-t-elle souligné, et bien que cela soit positif, il y a encore beaucoup à faire. Elle a conclu en reconnaissant la résilience des femmes et des filles autochtones, qui, bien que profondément blessées par la violence qu'elles et leurs proches ont vécue, continuent à faire montre « d'une force, d'une résilience, d'un courage et d'une combativité remarquables ».

Panel 3 : Perspectives sur la violence sexuelle et les jeunes

Le troisième panel réunissait : **Cherry Smiley**, jeune militante, Vancouver; **Julie Lalonde**, jeune militante, Ottawa; **Gaye Watson Warthe**, présidente de la faculté de travail social et d'étude de la condition des personnes handicapées, Université Mount Royal, Calgary; et **Jill Green**, responsable de projet de U-SOLVE (University Students Offering Leadership for Violence Elimination), Université MacEwan, Edmonton.





Forum fédéral-provincial-territorial sur la condition féminine



Cherry Smiley a décrit son expérience en tant que travailleuse autochtone de première ligne intervenant auprès de personnes et de familles de son milieu concernant des questions d'intérêt pour les femmes et les filles autochtones. Elle a parlé de la culture du viol, de la notion du droit des hommes au sexe, ainsi que de la « pornification » et de l'hypersexualisation des filles, décrivant l'industrie de la pornographie comme un exemple de colonialisme continu. Elle a traité de la surreprésentation des femmes autochtones dans le travail du sexe, déclarant qu'elles ne choisissent pas activement ce travail et affirmant la nécessité d'abolir la prostitution.

Julie Lalonde a parlé de l'importance pour les témoins d'intervenir et de son expérience comme organisatrice de la campagne interactive *Traçons les limites*, lancée en 2012 à l'intention des jeunes et des adultes. La campagne remet en question les mythes au sujet de la violence sexuelle et cherche à outiller les membres du public, de sorte que toutes et tous puissent intervenir efficacement et en toute sécurité advenant qu'ils soient témoins de violence sexuelle. M^{me} Lalonde a également parlé de son travail dans le cadre du mouvement *Hollaback!*, qui vise à mettre fin au harcèlement dans les rues.

Gaye Warthe a surtout parlé de *Stepping Up*, un programme de prévention de la violence visant les établissements d'enseignement postsecondaire. Les jeunes qui fréquentent ces établissements, a-t-elle souligné, courent un grand risque d'être victimes de violence, mais peu d'entre eux ont reçu une formation préventive, quelle qu'elle soit, avant d'arriver là. Fondé sur la recherche, *Stepping Up* sensibilise les participantes et participants à l'importance de nouer des relations saines. Conçu et présenté avec la participation directe de jeunes, il aborde des sujets comme les rapports sexuels, l'intervention des témoins, ainsi que la représentation du genre dans les médias.

Jill Green a parlé du programme *U-SOLVE*, qui met l'accent sur l'intersection de la violence sexuelle et du comportement des jeunes dans les établissements postsecondaires. Elle a mis en contexte la culture du viol et décrit ses répercussions sur la vie étudiante (p. ex. comment les conseils de prévention de la violence sexuelle restreignent les comportements et les





Forum fédéral-provincial-territorial sur la condition féminine

activités des jeunes femmes), y compris la façon dont l'apathie institutionnelle peut se traduire par une revictimisation des victimes. Elle a souligné l'importance de passer d'une culture du viol à une culture de l'égalité et du consentement. Pour en faire l'illustration, *U-SOLVE* a lancé à l'échelle du campus une « campagne sur les privilèges » qui fait ressortir les liens entre la violence fondée sur le sexe et d'autres régimes d'oppression. Le programme donne aussi de la formation pour encourager l'intervention des témoins (fondée sur *Stepping Up*).

Bilan



La journée s'est conclue par une discussion libre durant laquelle les panélistes ont réfléchi aux principaux thèmes s'étant dégagés de la journée. Elles se sont attardées à ceux ayant trouvé le plus d'écho chez elles — l'importance de l'éducation, en particulier la sensibilisation des milieux policier et juridique; le désir de voir sans tarder un changement; et la possibilité de reproduire certains des programmes dont avaient parlé d'autres panélistes (p. ex. le signalement par des tiers) — tout en insistant sur l'intersectionnalité. Il a également été question de la nécessité pour les victimes, de même que pour celles et ceux qui défendent leurs intérêts, de surveiller les comportements policiers et de mesurer les résultats. Les panélistes ont insisté sur l'importance de veiller à ce que les interventions en matière de violence faite aux migrantes, aux immigrantes et aux femmes appartenant à une minorité visible soient conçues avec la participation des collectivités et ne relèguent pas la violence encore plus à la clandestinité.

